

## CONDENSÉ

La conférence a principalement porté sur les conséquences politiques, économiques et sociales des changements climatiques. Tous s'entendaient à peu près sur les processus fondamentaux et les effets géophysiques des changements climatiques : parmi ces effets, citons les variations qui s'opéreront sur divers plans, dont les températures, la quantité et la répartition des précipitations, la fréquence et l'intensité des tempêtes, et le niveau de la mer.

L'économie et l'écologie mondiales sont désormais tout à fait indissociables; c'était là un des thèmes sous-jacents de la conférence. Cette relation a suscité des questions fondamentales sur la manière dont les décisions-cadres sont prises et sur leurs conséquences pour la durabilité de l'environnement. Les progrès technologiques amélioreront sans doute les possibilités d'action, mais il est très clair que les obstacles à la durabilité ne sont pas techniques ni même économiques : ils sont d'ordre social, institutionnel et politique.

À la Conférence sur l'atmosphère en évolution, qui a eu lieu à Toronto en 1988 sous le parrainage du gouvernement canadien, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et de l'Organisation météorologique mondiale, on a réclamé une réduction de 20 p. 100 (par rapport aux niveaux de 1988) des émissions mondiales de gaz carbonique d'ici l'an 2005. Depuis lors, celles-ci ont augmenté d'environ 6 p. 100 à l'échelle de la planète, et l'on doute de plus en plus que le monde puisse atteindre l'objectif à temps. Comme Christopher Flavin du *Worldwatch Institute* l'a souligné à la conférence d'Ottawa, l'objectif des 20 p. 100 a été fixé en fonction des besoins du climat, et non d'après ce que les hommes et les femmes politiques sont disposés à accepter, ou selon les paramètres que les économistes sont prêts à intégrer à leurs modèles économétriques.

Comme la consommation d'énergie représente la principale source de contaminants atmosphériques, on estime que l'énergie se situe au coeur du problème. Pour agir efficacement face aux changements climatiques, a fait valoir M. Flavin, il faut reconnaître deux réalités : les acteurs politiques intervenant dans le domaine de l'énergie «jouent